



## CSA Académique du 12 mars

Madame La Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

L'annonce a été soudaine et très surprenante : suite à des prévisions de croissance revues à la baisse par les institutions internationales, le gouvernement a mis en œuvre de manière très rapide une économie de 10 milliards d'euros sur 2024.

L'UNSA Éducation dénonce le signal très négatif envoyé par le gouvernement avec une baisse des crédits ministériels de 691 millions d'euros dans l'Éducation, 904,2 millions d'euros pour l'Enseignement supérieur et la Recherche et 180 millions d'euros pour le sport, la jeunesse et la vie associative. Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un tel message de coupes budgétaires importantes ?

De plus, le ministre de l'économie annonce des suppressions de postes dans l'éducation quelques semaines après l'annonce de créations pour permettre la réalisation des mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale...devenu depuis chef du gouvernement. On s'y perd.

C'est un signal négatif pour l'École, l'enseignement supérieur et la Recherche alors que l'investissement public est plus que jamais nécessaire pour dépasser les défis de notre pays : inclusion, mixité sociale, transition écologique, transition numérique, revalorisation des personnels et attractivité des métiers pour les plus marquants.

Un signal négatif pour les étudiant-es, qui va décourager celles et ceux qui pourraient se tourner vers les métiers de l'éducation, de la formation, de la Recherche, de la jeunesse et des sports.

L'UNSA Éducation dénonce également la baisse des crédits consacrés à la transition écologique, qui devaient permettre, enfin, de lancer la rénovation du bâti scolaire. L'UNSA Éducation questionne la politique court-termiste d'un gouvernement – « excel » qui regarde l'éducation, la formation, la recherche, la jeunesse et les sports par le petit bout de la lorgnette, là où les transitions de notre société nécessitent des choix forts, des investissements lourds et des choix politiques durables.

Ce mercredi 6 mars à 11h30 devant le rectorat de Poitiers, les personnels de direction de l'académie ont été nombreux à se mobiliser à l'appel du SNPDEN Unsa contre le « choc des savoirs ».

**La vision rétrograde et passéiste portée par le président et le premier ministre au travers du choc des savoirs (en plus d'être en contradiction avec les études menées jusque là) est aux antipodes de ce que nous souhaitons pour notre école et notre société.**

Par ailleurs, les moyens insuffisants prévus dans les premiers documents DGH verrouillent les organisations dans les collèges pour la rentrée 2024 mettant en tension les équipes de direction mais également l'ensemble des personnels.

Le collectif de travail porté par les équipes de direction doit pouvoir s'appuyer sur la confiance et le travail en commun.

### **Depuis, la ministre Belloubet vient d'annoncer des évolutions notables du dispositif prévu.**

La disparition de la notion de niveau met fin à l'idée du tri social des élèves et par conséquent au risque majeur de prédétermination des parcours. Le niveau disparaît au profit du groupe qui correspond d'avantage aux besoins des élèves comme aux méthodes d'accompagnement adaptées des personnels de l'éducation.

L'introduction d'une dérogation à l'organisation continue en groupe, sur l'année, permettrait les retours en classes de référence selon les besoins évolutifs des élèves et les choix pédagogiques des équipes.

Si les textes règlementaires devraient être publiés d'ici quelques jours avec ces éléments, il reste des garanties à obtenir pour une mise en œuvre cohérente et des moins difficiles : temps dégagé aux équipes pour préparer la rentrée, consignes claires sans enfermement, souplesse d'organisation, accompagnement des équipes et confiance dans leurs choix, ainsi que moyens supplémentaires, devront indispensablement accompagner l'évolution du dispositif.

Dans le premier degré, les opérations de carte scolaire se déroulent avec leurs lots de désillusion. Elles sont verrouillées... D'une part, des moyens insuffisants, d'autre part, une réelle difficulté à réaménager les territoires ruraux ou les services publics dans une réflexion globale cohérente. En effet, même si le nombre d'élèves baissent dans notre académie, il sera impossible de créer un nombre de postes suffisants pour le remplacement et l'accompagnement des élèves les plus fragiles.

Quand par ailleurs, les solutions ne viennent pas de la part de l'ARS régional pour répondre aux besoins de soins (places en structures médico social), on se dit que l'école inclusive demeurera un slogan tant que certains de nos jeunes ne pourront pas bénéficier de la priorité aux soins dont ils ont besoin.

Il demeure essentiel de reconstruire la formation continue indispensable en permettant le remplacement de nos collègues afin que ceux-ci puissent relever les défis du quotidien.

Les orientations stratégiques indiquent désormais que 100 % de formations se dérouleront hors face à face pédagogique :

- Les formations sur le temps scolaire concernent les temps où l'enseignant n'a pas cours. Cela exclut tous les enseignants du 1er degré.
- Les formations hors temps scolaire concernent les vacances, les soirs, les samedis et les mercredis après-midi.

L'Unsa-Education dénonce ces orientations qui sont en contradiction totale avec le plan QVT et le plan égalité Femme/ Homme de l'académie qui indique qu'il faut éviter les formations le soir et les mercredis après-midi.

Le manque de personnels, d'attractivité devraient pourtant inciter à tout faire pour relever le niveau d'expertise, améliorer les conditions de travail et le respect de l'équilibre vie pro-perso.

Le ministère s'est doté, avec le relevé de décisions négocié et signé par Aetl et sa fédération l'Unsa Education d'un plan ambitieux et pluri-annuel au bénéfice de la filière administrative. Il appartient désormais à Madame La Ministre de lui donner l'impulsion nécessaire afin que celles et ceux qui oeuvrent, à l'ombre des projets éducatifs, à la réussite des élèves, bénéficient de la revalorisation, de la requalification, de la qualité de vie et des conditions de travail auxquels

Les éléments de la recherche et les enseignements tirés des résultats de PISA devraient inciter à rendre concrète la mixité scolaire et sociale, à refaire confiance aux équipes pour construire collectivement les réponses cousues mains à apporter aux élèves, à rendre possible les co-interventions et les dédoublements.

Cessons d'enjoindre, de culpabiliser, d'affaiblir. Gageons que les premières réponses de notre ministre sur le choc des savoirs se concrétisent et ouvrent d'autres perspectives plus sereines.

L'Unsa Education est engagée et mobilisée pour la réussite de tous les élèves et l'amélioration des conditions de travail des personnels et bougera les lignes autant qu'elle le pourra.